

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNOVA

Espace Baron Lacour
27570 Tillières-sur-Avre

Références : UBDEO.ECD.2024.171
Code AIOT : 0005802247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement SYNOVA implanté Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite est de :

- vérifier le respect des AP de mise en demeure et de sanctions historiques et de les lever suite à l'instruction du dossier de demande de régularisation et d'extension,
- vérifier que les travaux pour respecter les premières échéances de l'arrêté préfectoral en vigueur sont bien engagés par la société SYNOVA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNOVA

- Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre
- Code AIOT : 0005802247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SYNOVA fabrique des granulés plastiques destinés au moulage (par injection) pour ses clients plasturgistes, essentiellement du secteur automobile.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection de modifications qu'il envisage de réaliser par rapport au dossier de demande d'autorisation, celles-ci portent sur :

- la solution retenue pour confiner les eaux d'extinction du secteur sud (article 7.6.9), il serait proposé la collecte et stockage des eaux sur site en point bas par mise en oeuvre de trottoirs et batardeaux au lieu de créer un bassin,
- la localisation du mur REI 120 de recoupement du bâtiment principal : déplacement du mur envisagé,
- le déplacement d'un poste de charge de batterie lithium pour la motrice électrique en secteur Nord (ce poste est actuellement localisé en secteur Sud).

L'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser **sous 1 mois** un porter à connaissance sur ces différents sujets comportant notamment les éléments d'argumentation nécessaires (argumentaire justifiant la demande de modification, flumilog, plan des réseaux justifiant le volume de confinement...).

L'inspection a signalé à l'exploitant de nettoyer les granulés de plastiques présents sur le sol à l'étage de l'atelier d'extrusion lors de la visite.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit conserver et tenir à disposition tous les justificatifs des travaux en cours, en particulier pour les murs coupe-feu REI 120 : les attestations de conformité des différents matériaux ou éléments de structures, le procès-verbal de réception et les notes de calcul des structures selon les eurocodes permettant de démontrer la résistance au feu des éléments de structures.

L'inspection a constaté les premières améliorations mises en place en terme de sécurité en vue d'atteindre le "zéro accident mortel" : embauche d'un salarié dédié et réalisation d'un accueil sécurité à toute personne extérieure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Protection des	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ressources en eaux et des milieux aquatiques			
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.4.1	Demande d'action corrective	6 mois
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation des activités	AP de Mise en Demeure du 11/10/2011, article 1	Levée de mise en demeure
2	Arrêté engageant une procédure de consignation	Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 1	Levée de consignation
3	Arrêté portant une astreinte administrative	Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 1	Levée d'astreinte
4	Stockages zone Nord	AP de Mise en Demeure du 21/08/2020, article 1	Levée de mise en demeure
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.3.5	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1/ Arrêté préfectoraux de mise en demeure et de sanctions administratives

L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée. Les arrêtés de mise en demeure du 11 octobre 2011 et du 21 août 2020 cessent de produire leurs effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

L'inspection propose de lever les arrêtés de sanctions administratives en découlant : arrêtés préfectoraux du 21 août 2020 engageant une procédure de consignation de sommes et portant une astreinte administrative et de restituer la somme consignée de 12 900 €.

2/ Portes-à-connaissance

Lors de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection de modifications qu'il envisage de réaliser par rapport au dossier de demande d'autorisation (voir point 2-2 Bilan des constats hors points de contrôle),

L'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser sous 1 mois un porter à connaissance sur ces différents sujets comportant notamment les éléments d'argumentation nécessaires (argumentaire justifiant la demande de modification, flumilog, plan des réseaux justifiant le volume de confinement...).

3/ Points de contrôle n°6 à 10

L'inspection a constaté que de nombreux travaux sont engagés afin de répondre à l'échéancier de l'arrêté préfectoral en vigueur, l'exploitant doit transmettre les justificatifs demandés et mettre en oeuvre l'action corrective indiquée dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation des activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2011, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Régularisation des activités
Prescription contrôlée : La société SYNOVA à Tillières-sur-Avre est mise en demeure de de respecter, sous 1 mois, les prescriptions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement relatif à l'information du préfet en cas de modification notable des installations ;
Constats : Par téléprocédure du 14/01/2022, la société SYNOVA SAS a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vue d'étendre son périmètre d'exploitation et réorganiser son activité sur la commune de Tillières-sur-Avre. L'instruction de ce dossier a été finalisée en 2023, l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/119 du 14/09/2023 a autorisé l'extension des activités de la société SYNOVA sur les parcelles du secteur Nord et du secteur Sud. Conclusion : la situation est régularisée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Arrêté engageant une procédure de consignation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Non-respect de l'AP de mise en demeure du 11/10/2011
Prescription contrôlée : La procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société SYNOVA située Espace Baron Lacour à Tillières-sur-Avre. A cet effet, un titre de perception d'un montant de douze mille neuf cents euros (12 900 €) sera émis en vue du recouvrement par le Directeur Régional des Finances Publiques. Ce montant répondant à l'estimation du coût d'un dossier de demande d'autorisation environnementale sur ce site.
Constats : La DRFIP a confirmé que la somme de 12 900 € a été consignée auprès de la Caisse des dépôts le 7/12/2020. Cette sanction a été prise suite au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 octobre 2011. Au vu des constats du point de contrôle n°1 ci-dessus, la situation est régularisée. L'inspection propose de restituer la somme consignée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de consignation

N° 3 : Arrêté portant une astreinte administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Non-respect de l'AP du 11/10/2011
Prescription contrôlée : La société SYNOVA, sise Espace Baron Lacour à Tillières-sur-Avre, exploitant d'une installation de stockage et transformation de polymères sur la commune de Tillières-sur-Avre est redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 129 € par jour de retard jusqu'au dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale.
Constats : Cette sanction a été prise suite au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 octobre 2011. Un AP de liquidation partielle d'astreinte avait été signé le 13 septembre 2021 (montant de 37 181€) Au vu des constats du point de contrôle n°1 ci-dessus, la situation est régularisée.

L'inspection propose de liquider totalement l'astreinte sans demander d'argent supplémentaire du fait de la régularisation de la situation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 4 : Stockages zone Nord

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/08/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages zone Nord
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SYNOVA exploitant une installation de transformation et de stockage de polymères sise Espace Baron Lacour sur la commune de Tillières-sur-Avre est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 (relatif à la conformité au dossier) de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté en supprimant les stockages de matières plastiques (vrac et big-bags) présents en dehors de l'enceinte du site (parcelles au Nord et à l'Ouest),</p>
<p>Constats :</p> <p>Par téléprocédure du 14/01/2022, la société SYNOVA SAS a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vue d'étendre son périmètre d'exploitation et réorganiser son activité sur la commune de Tillières-sur-Avre.</p> <p>L'instruction de ce dossier a été finalisée en 2023, l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/119 du 14/09/2023 a autorisé l'extension des activités de la société SYNOVA sur les parcelles du secteur Nord et du secteur Sud.</p> <p>Conclusion : la situation est régularisée</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etude et plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),

<ul style="list-style-type: none"> • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Afin d'identifier les réseaux aqueux du site, l'exploitant procède à une étude par passage de caméra et inspection en milieu confiné en vue de déterminer le circuit des eaux pluviales avec identification des points de rejets dans la zone Sud. Cette étude et le plan du réseau actualisé sont réalisés avant le 31/12/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux d'aménagement de voirie et de collecte des eaux pluviales du secteur Nord sont en cours de réalisation, ils devraient être finalisés pour fin juin.</p> <p>Pour le secteur Sud, l'exploitant a décidé de modifier son projet de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie compte tenu des difficultés techniques : le sol est un gruyère et le repérage des canalisations de rejet est compliqué. L'exploitant veut obturer tous les regards dans le bâtiment et en extérieur menant directement à la rivière. Le plan des réseaux de collecte des eaux pluviales de toiture et de voirie va donc également être modifié dans ce cadre. L'étude par caméra des réseaux n'a pas été achevée compte tenu de cette décision de modification du projet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : l'inspection demande à l'exploitant de porter à connaissance de monsieur le préfet de l'Eure le projet de modification du confinement des eaux d'extinction pour le secteur Nord et du plan des réseaux de collecte et du traitement des eaux pluviales avec tous les éléments d'appréciation avant la mise en œuvre des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Convention de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte des eaux « usées » du site aboutit à un ou deux points de rejet dans le réseau public d'assainissement. L'ensemble de ces rejets est conditionné à l'accord du gestionnaire des réseaux publics et à l'obtention de conventions de rejets. L'exploitant tiendra cet accord à la disposition de l'inspection des installations classées. La convention est tenue à disposition de l'inspection des installations classées avant le 31/12/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que cette prescription ne le concerne pas car il ne rejette pas d'effluent industriel.</p> <p>Cette prescription provient de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et</p>

à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

"Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions."

L'interdiction de rejet d'effluent industriel a été rappelée à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral en vigueur.

L'inspection prend acte que cette prescription n'est pas adaptée et rappelle à l'exploitant qu'il dispose d'un dispositif de traitement sur la voie publique qui nécessite un acte entre l'exploitant et la mairie pour garantir son accès, sa pérennité et son entretien.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures compensatoires (bruit)

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en oeuvre, à minima, les mesures compensatoires présentées dans son étude d'incidence avant le 31/12/2023 :

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les travaux suivants sont en cours :

- aménagement voirie du secteur Nord : ces travaux vont permettre d'optimiser et de gérer le trafic routier sur cette zone dédiée. La fin des travaux est prévue pour juin 2024,
- réalisation des fondations du mur REI "acoustique" de la zone "nouveau bâtiment" et "cadence" et du mur séparatif de l'atelier d'extrusion en vue de limiter les nuisances sonores. Les travaux ne se termineront que lors de l'arrêt technique annuel qui débute fin juillet pour une durée de 3 semaines compte tenu de la connexité des travaux.

Le recours à un prestataire logistique extérieur à proximité pour limiter le trafic routier dans la commune de Tillières-sur-Avre et son environnement n'a pas encore abouti. L'exploitant a initié une demande auprès d'un autre prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : l'inspection demande à l'exploitant de mener une campagne de mesures de bruit à l'issue des travaux tel que prévu par l'article 9.1.3 de son arrêté (3 mois à l'issue des travaux) afin de vérifier l'efficacité des travaux réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, 2ème accès pompier
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie sur une hauteur minimale de 2 mètres. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention. L'aménagement du deuxième accès au site est réalisé au sud des installations du secteur sud avant le 31/12/2023.
Constats : L'exploitant a installé un portail au sud pour créer le 2ème accès des pompiers. Le SDIS s'est déplacé le 14/02/2024 sur le site pour vérifier que cet accès, notamment la largeur de la voirie, est opérationnel avec un engin-pompe. Le SDIS a réalisé un compte-rendu de visite, il conclut que la largeur de la voie d'accès répond aux critères de la fiche 2.13 du RDDECI et préconise de s'assurer du respect des autres critères, notamment concernant la force portante ainsi que de stabiliser cette voie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du respect des autres critères, notamment concernant la force portante ainsi que de stabiliser cette voie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission de l'actualisation de l'étude ATEX
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. L'étude ATEX actualisée doit être transmise à

l'inspection des installations classées avant le 30/09/2023.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis lors de la visite le rapport d'étude ATEX en date du 13/06/2023, ce rapport se limite au zonage ATEX dû aux poussières de polypropylène. Le rapport recense notamment en zone 20 l'intérieur de la trémie, du système de convoyage souterrain et du cyclone des silos d'homogénéisation et de formulation.</p> <p>Un plan d'actions est proposé dans le rapport, celui-ci préconise en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prévoir une opération de nettoyage périodique (environ une fois par trimestre) au niveau des équipements situés à l'intérieur du bâtiment, afin de limiter l'accumulation de poussières et de fines sur les équipements. La périodicité pourra être revue si nécessaire. Pour ces opérations de nettoyage, utiliser un aspirateur ATEX, - de prévoir un nettoyage annuel complet des parois et des structures du bâtiment, afin de limiter l'accumulation de fines et de poussières au niveau des installations. <p>Le rapport indique qu'il appartient au chef d'établissement de respecter l'exigence de l'article R4227-52 du code du travail :« L'employeur établit et met à jour un document relatif à la protection contre les explosions, intégré au document unique d'évaluation des risques. »</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il n'a pas encore établi le document relatif à la protection contre les explosions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre le plan d'action préconisé dans le rapport SOCOTEC du 13/06/2023 et de justifier que le matériel présent ou susceptible d'être présent en zone est bien compatible avec les zones ATEX préalablement identifiées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'étude technique du risque foudre actualisée doit être transmise à l'inspection des installations classées avant le 30/09/2023. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude</p>

technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard le 30/11/2023. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis en séance le rapport de l'étude technique foudre daté du 23/02/2024. Ce document préconise l'installation de 5 paratonnerres et de parafoudres.</p> <p>L'exploitant a programmé la réalisation durant l'arrêt technique annuel qui se déroulera cet été.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de la réalisation effective de ces travaux ainsi que l'attestation de contrôle par l'organisme compétent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois